U.S. Department of Labor
(DOL - Département du Travail des États-Unis)
Bureau of International Labor Affairs
(BILA - Bureau des Affaires internationales du travail)
Office of Child Labor, Forced Labor, and Human Trafficking
(Office du travail des enfants, du travail forcé, et de la traite des personnes)

QUESTIONS FREQUENTES :

Rapports sur le travail des enfants et le travail forcé

1. Quels sont les trois rapports publiés par l'Office of Child Labor, Forced Labor, and Human Trafficking du DOL ?

Le rapport « Findings on the Worst Forms of Child Labor » du département du Travail est mandaté par la loi Trade and Development (TDA – Commerce et Développement) de 2000. Ce rapport est publié tous les ans par le DOL et ce, depuis 2002. Le rapport « List of Goods Produced by Child Labor or Forced Labor » du DOL est issu de la législation *Trafficking Victims Protection Reauthorization* (TVPRA) de 2005. En 2009, le DOL a publié une première liste TVPRA, suivie d'une mise à jour en 2010. Le décret exécutif (Executive Order – EO 13126) de 1999 exige la publication du rapport « List of Products Produced by Forced or Indentured Child Labor » par le DOL. La décision interprétative initiale de 2010 est un projet de révision de la Liste EO publiée le 20 juillet 2010.

2. Quelles sont les informations cernées dans chaque rapport ?

Le rapport TDA contient les profils descriptifs de 144 pays et territoires¹. Chaque profil inclut des informations sur la prévalence et la répartition par secteur des pires formes du travail des enfants dans le pays ou le territoire concerné, les lois et réglementations nationales contre les pires formes du travail des enfants, les mécanismes institutionnels de leur coordination et de leur application, les politiques de l'État relatives aux pires formes du travail des enfants et les programmes sociaux pour leur élimination ou leur prévention. La Liste TVPRA porte sur les produits résultant de l'exploitation du travail des enfants ou du travail forcé en violation des normes internationales. Cette liste comprend 128 produits provenant de 70 pays. L'EO est destiné à garantir que les organismes fédéraux appliquent aux procédures de passations de marché les lois sur le travail forcé des enfants ou leur servitude pour dette. La Liste EO couvre 29 produits fabriqués par des enfants assujettis au travail forcé ou à la servitude pour dettes dans 21 pays, ce qui n'est *qu'un type* d'exploitation des enfants par le travail. Le rapport de la TDA couvre donc les pires formes du travail des enfants au sens le plus large. La Liste TVPRA, elle, restreint son domaine

¹ Le rapport 2009 incluait 144 pays et territoires, mais ce chiffre varie tous les ans selon les critères d'admissibilité.

d'application aux produits, alors que la Liste EO le restreint encore davantage et porte sur des produits résultant d'un type d'exploitation des enfants par le travail.

3. Quelles sont les modifications apportées par le rapport TDA 2009 ?

Le rapport 2009 diffère à plusieurs égards des versions précédentes. Premièrement, il se concentre plus spécifiquement sur les pires formes du travail des enfants, principalement dans sa première section qui met en relief la prévalence de ce problème et sa répartition. Dans ses rapports antérieurs, le département présentait un survol du travail des enfants dans chaque pays, y compris des exemples peu représentatifs des pires formes du travail des enfants. Cette année, le DOL a décidé de se consacrer exclusivement aux pires formes du travail des enfants pour réaligner ce rapport sur le mandat prescrit par la TDA.

Deuxièmement, les sections décrivant pour chaque État les efforts de lutte contre les pires formes du travail des enfants sont différentes de celles des rapports précédents. Elles sont agencées de façon à suivre de plus près les types d'efforts que le rapport de commission mixte de la TDA au Congrès souhaiterait voir le Président des États-Unis tenir compte pour déterminer si un pays remplit ses obligations conformément au SGP et aux autres régimes de préférences. Le rapport inclut des résultats dans ces sections, ainsi qu'un paragraphe au début, mettant en évidence ses principales conclusions.

Et enfin, la principale différence est l'inclusion, cette année et pour la première fois, d'une série de mesures présentées pour étude à chaque gouvernement et visant à pallier les principales carences citées dans le rapport.

4. Pourquoi existe-t-il des différences entre les articles inscrits sur les Listes et les informations figurant dans le rapport TDA ?

Si les listes incluent l'exploitation des enfants par le travail pour la production d'un bien ou d'un produit, celui-ci est également inclus dans le rapport TDA ayant trait au pays en question. Toutefois, le rapport TDA couvre 144 pays et territoires, alors que la recherche du DOL destinée aux Listes n'en couvre que 116. Chaque liste procède de l'application de la directive de procédure la concernant en propre. Le rapport TDA cherche à dresser le tableau exhaustif du travail des enfants dans le pays en question, son contexte, les lois et les réglementations nationales, et les programmes de lutte contre ce problème.

5. Quelle est la différence entre la Liste des produits TVPRA et celle de l'EO 13126 ?

L'EO est destiné à garantir que les organismes fédéraux veillent au respect, dans le cadre des procédures de passation de marché, des lois sur le travail forcé ou la servitude pour dettes des enfants. La Liste EO diffère donc de la Liste TVPRA qui, elle, encourage les efforts de surveillance et de lutte contre le travail forcé et le travail

des enfants dans la fabrication de produits dans les pays étrangers. L'EO relatif à la passation de marchés à l'échelon fédéral s'applique uniquement aux articles figurant sur la Liste EO et non pas à ceux de la Liste TVPRA. En outre, la Liste EO couvre également les enfants assujettis au travail forcé ou à la servitude pour dettes, alors que la liste TVPRA porte sur une tranche démographique plus large et inclut les adultes assujettis au travail forcé et les enfants exploités par le travail sans que leur travail soit forcé ou que ce soit une servitude pour dettes.

6. Pourquoi les Listes TVPRA et EO comprennent-elles des articles produits dans le secteur informel ou artisanal ?

Conformément au champ d'application des Listes, la recherche de l'ILAB s'est axée sur toutes les activités économiques incluses dans la fabrication des produits. Ces activités économiques comprennent la production d'articles dans les secteurs formel et informel, y compris les articles produits pour la consommation personnelle ou familiale. Parmi les exemples d'activités du secteur informel figurent notamment le personnel occasionnel engagé sans contrat, l'agriculture et la pêche à petite échelle, l'exploitation artisanale des mines et des carrières, et l'activité manufacturière en atelier à domicile. La production d'articles illicites est incluse dans ces activités informelles, mais l'inscription de ces articles sur les Listes ne vise ni à tolérer, ni à légitimer ces produits ou ces formes de travail.

7. Pourquoi les Listes TVPRA et EO comprennent-elles des articles qui ne sont pas exportés vers les États-Unis ?

La recherche de l'ILAB a porté sur toutes les activités économiques regroupées dans la production des articles. La plupart des enfants exploités travaillent dans la production à petite échelle d'articles destinés à la consommation locale, et non pas dans celle de produits destinés aux marchés étrangers. Les données sur les schémas de consommation de produits résultant du travail forcé sont insuffisantes. L'ILAB ne possède souvent pas d'informations sur les consommateurs finaux des produits étudiés et le suivi des articles de leur production à leur consommation ne relève pas du mandat des Listes.

8. Quel(s) rapport(s) comporte(nt) des informations sur les adultes ?

Seule la Liste TVPRA englobe des informations concernant les adultes : elle inclut en effet les produits résultant du travail forcé des adultes. Les mandats des TDA et EO concernent exclusivement les enfants.

9. Quel(s) rapport(s) contien(n)ent des données sur l'agriculture ?

Les trois rapports contiennent des informations sur l'exploitation par le travail dans l'agriculture.

10. Quel(s) rapport(s) comprend(nent) des informations sur le secteur tertiaire, par exemple la servitude domestique ?

Seul le rapport TDA couvre le travail dans le secteur tertiaire. Les deux Listes portent exclusivement sur la production de biens.

11. Le DOL fait-il état des progrès réalisés dans la lutte contre ces problèmes ?

Les trois rapports tiennent compte des efforts en cours pour lutter contre le travail des enfants et le travail forcé. Le rapport TDA est expressément axé sur les lois publiques, les mécanismes institutionnels, les politiques et les programmes sociaux. Il décrit en détail les efforts de nombreux États dans la lutte contre les pires formes du travail des enfants. Le DOL a publié les règles de procédures régissant l'élaboration de ses Listes (TVPRA et EO) et déterminant dans quelle mesure il est tenu compte des initiatives des secteurs public, privé, et de tierces parties pour décider d'inscrire certains produits sur ces Listes.

12. Que fait le département du Travail pour lutter aux États-Unis contre les pires formes du travail des enfants ?

Le DOL est résolu à faire appliquer à la lettre les lois américaines sur le travail des enfants. Depuis 2009, le DOL s'est doté de 350 enquêteurs supplémentaires pour consolider l'application des lois dans les industries qui emploient des travailleurs vulnérables, y compris les jeunes. Chaque enquête sur site réalisée par le WHD du DOL comporte un volet concernant le travail des enfants. Les plaintes ayant trait au travail des enfants, même si elles sont peu nombreuses, y ont une absolue priorité. Chaque année, les antennes régionales et locales du WHD mettent en œuvre des mesures de vérification du respect des lois sur le travail des enfants dans différentes industries : magasins d'alimentation, centres commerciaux, salles de cinéma et restaurants, en s'axant sur les secteurs qui emploient d'ordinaire beaucoup de jeunes et qui sont les plus susceptibles de non conformité aux lois. Mettre fin à l'exploitation des enfants par le travail est l'une des grandes priorités du DOL et pour faire cesser ces violations, les enquêteurs du WHD font appel à tous les moyens à leur disposition, que ce soit les pénalités financières infligées ou encore le recours à la clause sur les « articles interdits », pour empêcher le commerce aux États-Unis d'articles fabriqués par des enfants exploités au travail.

Aux États-Unis, l'agriculture est la plus grosse consommatrice du travail des enfants. Il est difficile d'assurer des conditions viables d'hygiène et de sécurité des travailleurs agricoles étant donné leur mobilité, le caractère saisonnier de leur emploi et leur éloignement professionnel. Le WHD s'efforce de protéger les jeunes travailleurs agricoles par divers moyens : enquêtes et activités de vulgarisation auprès des exploitants agricoles, des entrepreneurs en main-d'œuvre agricole, des travailleurs, des parents, des enseignants, des organismes fédéraux et de tous les prestataires de

services aux travailleurs agricoles. Le WHD se concentre également sur le renforcement des protections réglementaires des enfants travaillant dans l'agriculture.

Aux Etats-Unis, les enfants travaillent également dans d'autres secteurs, parfois illégalement, et tous les ans quelque 146.000 jeunes sont victimes d'accidents et de maladies professionnelles. En mai 2010, la promulgation de nouvelles réglementations du DOL a permis d'étoffer la liste des métiers et pratiques dangereux interdits aux mineurs de moins de 18 ans. Ces normes procèdent des recommandations techniques du NIOSH (National Institute for Occupational Safety and Health). Elles interdisent le travail des enfants notamment comme suit : abattoirs et entreprises de conditionnement de volailles, proximité des chariots-élévateurs à fourche, lutte contre les incendies de forêt, services forestiers, utilisation du bois, exploitation de palans et de véhicules à moteur, de presses à bales et de compacteurs conçus ou utilisés pour les produits non-papier, de tronçonneuses à moteur, de déchiqueteurs à bois, de scies alternatives et de découpeuses à disque abrasif.

Le WHD a renforcé les peines pour ceux qui emploient illégalement des enfants. En vertu du nouveau code des pénalités, ceux qui emploient des mineurs qui ne sont pas en âge légal de travailler sont passible d'une amende minimum de 6.000 dollars É.-U. par infraction d'emploi de mineurs de 12 et 13 ans. Pour tout délit concernant le travail d'enfants de moins de 12 ans, l'amende se monte à 8.000 dollars É.-U. par infraction. Le WHD peut infliger une amende à hauteur de 50.000 dollars É.-U. pour toute infraction à la législation sur le travail des enfants ayant exposé l'enfant à des blessures graves ou à la mort. En cas de récidive ou d'infractions volontaires, cette amende peut être multipliée par deux, à hauteur de 100.000 dollars É.-U..

13. Comment obtenir plus de renseignements sur ces trois rapports ?

Pour un complément d'information, consulter le site Web de l'Office of Child Labor, Forced Labor, and Human Trafficking : <http://www.dol.gov/ilab/programs/ocft/>.